

# SOCIALISTES

Journal du PS Suisse  
98 · Avril 2020  
AZB 3001 Berne



## L'armée et la guerre contre le coronavirus

Rares sont les voix qui s'élèvent pour critiquer l'engagement de l'armée. Si cet appui, notamment logistique, est globalement salué, certaines questions restent ouvertes sur l'orientation générale des missions de l'armée, alors que celle-ci est appelée essentiellement sur des missions civiles. Analyse avec Clément Borgeaud. Page 5

### JUSTICE CLIMATIQUE

Si la crise climatique nous concerne toutes et tous, elle n'impacte pas tout le monde de la même manière. Quelle politique climatique adopter pour ne pas créer plus d'inégalités qu'il en existe déjà ? Page 4

### « FOUR MORE YEARS ? »

Le 3 novembre prochain se déroulera l'élection présidentielle américaine. Retour sur le processus des primaires démocrates, qui ont vu émerger la candidature d'un homme du système : Joe Biden. 2020, un *bis repetita* de 2016 ou une lueur d'espoir ? Pages 6 et 7

## L'IMAGE DU MOIS



Alain Berset, conseiller fédéral en charge du Département de l'intérieur, en visite aux Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), le 24 mars dernier.

## DES CAMARADES AUX COMMANDES

Il est sur tous les fronts... Notre camarade Alain Berset, en charge du Département de la santé, apparaît d'abord en conférence de presse à Berne, avant de rendre visite aux cantons les plus touchés par la pandémie de COVID-19: le Tessin, Vaud, Genève ou encore le Valais. Rassurant, expliquant posément les décisions du Conseil fédéral, trouvant les mots et les formules pour détailler une situation bien particulière et trouver le bon équilibre entre des milieux économiques choisissant de faire passer leurs intérêts pécuniaires avant la santé de la population. Il doit également jongler avec un «*Röstigraben*» marqué: des Latin-e-s souhaitant des mesures plus fortes et des Alémaniques, moins touchés par l'évolution de la pandémie, et donc plus frileux à l'idée de restreindre les libertés individuelles.

Mais Alain Berset n'est pas seul au front, n'oublions pas la présidente de la Confédération, Simonetta Somma-

ruga, qui doit également mener le gouvernement au travers de cette crise, et les nombreuses et nombreux camarades aux commandes dans les cantons. On pourra ainsi penser à la présidente du gouvernement vaudois, Nuria Gorrite, et aux ministres en charge de la santé, Rebecca Ruiz (VD), Anne-Claude Demierre (FR), Laurent Kurth (NE), Nathalie Barthoulot (JU) ou encore Esther Waeber-Kalbermatten (VS). Impossible de citer ici tous nos élu-e-s cantonaux et communaux, en charge de l'économie, des seniors, des écoles, de la police ou des crèches, toutes et tous au front en cette période de crise, et qui doivent gérer une situation aussi extraordinaire qu'inattendue.

À défaut de pouvoir dresser une liste exhaustive, c'est ici l'occasion de leur adresser un grand MERCI pour cet engagement, bénévole ou rémunéré, pour une fonction élective ou juste pour «donner un coup de main».

# Choisir entre l'aile ou la cuisse

**LE JOURNALISTE AUTRICHIEN ROBERT MISIK A ÉTÉ INVITÉ À L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU PS SUISSE L'ANNÉE DERNIÈRE. IL FAIT UNE ANALYSE POINTUE DE LA SITUATION DU SOCIALISME : QUELS INTÉRÊTS LA GAUCHE REPRÉSENTE-T-ELLE ? COMMENT RECONQUÉRIR LES SOI-DISANT « GENS SIMPLES » ET QUI SONT-ILS D'AILLEURS ?**



Rebekka Wyler, co-secrétair.e générale

Misik a récemment écrit un billet de blog sur la consommation de viande, en la définissant comme un « luxe des gens simples ». Les populistes de droite se plaisent à affirmer que les « bien-pensants élitistes » veulent maintenant interdire au prolétariat de manger ses escalopes. Après tout, autrefois, avoir de la viande dans son assiette était signe d'une augmentation de la richesse. C'est donc un symbole parfait, et il est d'autant plus difficile de s'opposer à un tel discours.

Mais Misik le résume ainsi: « Les questions de classes sont négociées comme des questions de style de vie, plutôt que comme des batailles sur le salaire minimum et les avantages sociaux. Les mêmes personnes qui veulent enlever le bien-être des gens ordinaires défendent maintenant leur droit à la "Schnitzel" ». Il expose sans pitié l'ambiguïté de la droite. Car cette escalope peut devenir un luxe (à nouveau), en particulier si le loyer absorbe la moitié du revenu mensuel. En même temps, nous discutons également au PS de la question de savoir si la consommation

de viande est écologiquement rationnelle et de la manière dont nous voulons améliorer le monde: par des changements individuels de comportement ou par des changements dans le système ?

Il y a près de cent ans, le dramaturge allemand Bertolt Brecht écrivait: « D'abord le manger, ensuite la morale ». Une phrase qui tombe à point pour les temps de crise. Il y a actuellement un débat animé sur la question de savoir si les compagnies aériennes doivent être soutenues par l'argent de l'État. Le PS Suisse a en effet appelé à la sauvegarde des emplois. Toutefois, le parti a également demandé que ces fonds de soutien soient assortis de conditions écologiques. Ces derniers jours, j'ai reçu de nombreux appels et courriers de camarades qui travaillent pour les compagnies aériennes et craignent pour leur emploi: « Je voudrais vous rappeler que le PS est né du mouvement syndical! » – « Une politique socialiste durable doit mettre le travailleur au premier plan ».

Il est compréhensible que les collègues n'aient pas réagi très positivement aux exigences écologiques, car c'est au final leur emploi qui est en danger. Ce dont ils ont besoin, ce sont de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires et, surtout, dans le secteur des bas revenus, d'une indemnisation à 100 % du chômage partiel. À l'inverse, comme l'ont montré les élections d'octobre dernier, de nombreux membres du PS attachent une grande importance à la protection de l'environnement. Ces camarades n'auraient pas compris si le PS soutenait le sauvetage des compagnies aériennes sans poser d'exigences environnementales.

Nous ne pouvons pas éviter de mener ces débats. Il s'agit d'une discussion quotidienne au sein du PS. Et je serai heureuse si nous pouvons la mener à nouveau lors de discussions nourries et en vrai!



## Inimaginable ...

Il y a quelques mois à peine, qui aurait pu penser que le monde s'arrêterait net, que près de la moitié de la planète se retrouverait confinée chez elle, que les avions seraient cloués au sol, que les frontières seraient fermées, que l'économie serait suspendue et la démocratie provisoirement arrêtée ?

Tout est allé si vite, en quelques semaines à peine, un virus, qui nous semblait bien éloigné de notre quotidien, nous a rappelé que notre système restait fragile et interdépendant. En quelques jours, il a fallu improviser, pour les parents, pour les écoles, pour les employeurs, pour les travailleuses et travailleurs, pour les familles, pour nos aîné-e-s ... Tout ce train-train habituel, bien rodé et à l'épreuve des petits aléas du quotidien, devait être réinventé, repensé et totalement adapté.

La solidarité fit chaud au cœur, nombre de bénévoles s'annoncèrent pour livrer des repas, faire des courses, promener un animal de compagnie ou garder des enfants que les grands-parents ne pouvaient plus prendre en charge.

Et dans ce marasme, une force tranquille subsiste ... Cette force répond présente, jour après jour, prenant des risques pour permettre au système de subsister, de survivre à cette crise. Cette force est souvent mal rémunérée, peu, pour ne pas dire pas considérée. Cette force ce sont souvent des femmes, pas que, mais souvent ...

Alors, applaudir tous les soirs ces personnes dont le métier est d'importance jugée systématique, c'est bien. Mais il s'agira surtout de s'en souvenir, une fois la crise passée, lorsqu'il faudra parler salaires du personnel soignant, horaires du personnel de la vente ou sauvegarde du service public postal ou des transports.

Gaël Bourgeois, rédacteur en chef

**NB: ce numéro a également dû être « réinventé » dans un délai peu raisonnable, merci de votre inénarrable compréhension.**

### IMPRESSUM

Editeur PS Suisse, Theaterplatz 4, case postale, 3001 Berne  
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch  
Rédaction Gaël Bourgeois et Mathilde Mottet  
Production Atelier Bläuer, Berne



Le journaliste et écrivain Robert Misik en 2015.



# Le temps de la justice climatique est venu

**SI LA CRISE ENVIRONNEMENTALE ACTUELLE NOUS CONCERNE TOUTES ET TOUS, SES EFFETS ET MENACES SONT TRÈS INÉGALEMENT RÉPARTIS.**

Au niveau international d'abord : les pays du Sud sont les premiers à subir la montée des eaux, l'augmentation des événements climatiques extrêmes, la pollution découlant du traitement des déchets de la planète entière, ou la dégradation de leurs sols par une exploitation coloniale, alors que les pays du Nord sont relativement épargnés par une pollution dont ils ont largement profité pour se développer.

Puis, à l'intérieur même de la Suisse, les groupes de population aux conditions socio-économiques défavorisées souffrent de façon disproportionnée d'une pollution produite par la société dans son ensemble : par absence de choix, ils vivent dans les environnements les plus dégradés, souffrent de la hausse des taxes sur le CO<sub>2</sub> et peuvent difficilement se mettre à l'abri des vagues de chaleur de plus en plus fréquentes. Ainsi, la lutte contre le réchauffement climatique doit également être une lutte contre les inégalités sociales.

**Nous ne sommes pas « toutes et tous ensemble contre le réchauffement climatique ».**

## **Une responsabilité individuelle questionable**

Selon les Nations Unies, « les pays développés admettent la responsabilité qui leur incombe dans l'effort international en faveur du développement durable, compte tenu des pressions que leurs sociétés exercent sur l'environnement mondial et des techniques et des ressources financières dont ils disposent. »

Seulement, à la responsabilité causale et historique des pays du Nord de remédier à une situation déplorable s'ajoute dernièrement une responsabilité individuelle et morale, imposée aux individus au sein même des États. Celle-ci fait peser sur la conscience de tout un chacun une injonction morale à changer son comportement individuel, alors coupable de contribuer directement à la situation climatique actuelle. Ne serait-il pas plus juste de blâmer (enfin) notre système économique ?

Le discours de la responsabilité individuelle ne prend pas en compte les moyens différents de tout un chacun : les étudiant-e-s, les personnes âgées, les familles aux bas revenus ou les personnes migrantes n'ont pas forcément les ressources financières ou mentales pour faire des choix respectueux de l'environnement. Comme nous ne sommes pas toutes et tous égaux face aux aléas de la vie, nous ne sommes pas « toutes et tous ensemble contre le réchauffement climatique ». Les pauvres trinquent, les riches esquintent.



Mathilde Mottet, collaboratrice romande

Les injonctions morales au zéro déchet, à la consommation locale ou encore à la recherche constante d'alternatives touchent particulièrement la sphère domestique, et par malheureuse extension, les femmes. Alors qu'elles abattent encore la majorité du travail de prise en charge et de soins, une charge mentale supplémentaire leur est imposée : sauver la planète, une couche lavable à la fois.

## **Une politique climatique juste**

Il est temps de penser la politique environnementale sous l'angle de la justice climatique : aucune mesure ne doit augmenter les inégalités sociales et de genre, mais au contraire s'atteler à les réduire dans une optique de développement durable, humain et inclusif.

Les entreprises et la place financière suisses, véritables déterminants du bilan écologique de notre pays, doivent être enfin tenues pour responsables. L'État doit veiller à ce que l'entièreté des montants taxés soit redistribuée aux groupes de population aux conditions socio-économiques ou géographiques particulières, et à ce que les riches ne puissent pas contourner les mesures prises dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique.

L'agriculture biologique, la réduction de nos déchets et de notre consommation de viande ou encore les voyages à proximité sont importants, mais ne resteront que des gestes cosmétiques tant que nous ne remettons pas en question les fondements d'un système économique mondial créateur d'inégalités.



# Et si l'on servait réellement dans l'intérêt du pays ?

« LA SUISSE A UNE ARMÉE. [...] L'ARMÉE CONTRIBUE À PRÉVENIR LA GUERRE ET À MAINTENIR LA PAIX ; ELLE ASSURE LA DÉFENSE DU PAYS ET DE SA POPULATION. ELLE APPORTE SON SOUTIEN AUX AUTORITÉS CIVILES LORSQU'ELLES DOIVENT FAIRE FACE À UNE GRAVE MENACE PESANT SUR LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE OU À D'AUTRES SITUATIONS D'EXCEPTION. »

Ces quelques phrases ne sont pas issues d'un éloge personnel de la grande muette, mais de l'article 58 de notre Constitution.

Le cadre est donc posé : en Suisse, l'armée a pour objectif d'aider les pouvoirs publics à faire face à des situations d'exception. Depuis la Bataille de Marignan en 1515, force est de constater que l'armée suisse a plutôt été engagée pour aider les pouvoirs publics que pour résoudre des conflits armés mettant en péril notre pays.

Actuellement, pour faire face à la pandémie de coronavirus, 5000 militaires sont mobilisés en Suisse, et, si les remerciements vont bon train, les rapports médiatiques témoignent d'une gestion dramatiquement inquiétante de cette mobilisation. Un article de la RTS datant du 27 mars expose les faits : manque de dépistage, formation plus que sommaire, logements inadaptés au contexte... Si la grande muette a pu convoquer des milliers de personnes, elle a rapidement été démunie lorsqu'il a fallu gérer ce personnel.



Clément Borgeaud,  
vice-secrétaire central  
de la JS Suisse

Tentons une réflexion : petite, isolée au centre de l'Europe, membre de nombreuses alliances internationales, il reste peu probable que la Suisse soit prochainement engagée dans un conflit armé. Il est également peu probable que, si un tel conflit devait éclater, il puisse être réglé à grand renfort de tanks (la guerre informatique constitue aujourd'hui une plus grande menace).

L'organisation de l'armée montre qu'il y a un problème de fond : dans le contexte actuel et avec un profil de prestations nécessitant des soldats formés aux soins, à l'appui logistique, à l'aide en cas de catastrophe, il est pour le moins curieux

**Nous avons moins besoin de guerriers que de personnel soignant.**

de remarquer que les grandes unités de chars blindés, d'artillerie ou encore de fusiliers composent encore et toujours la très large majorité de l'effectif de notre armée, expliquant sans doute le manque de pertinence dans la manière dont les forces sont aujourd'hui engagées.

Mais l'idée qu'une large partie de la population soit formée au travail de soins ou à l'aide en cas de catastrophe, à l'appui aux administrations, n'est de loin pas à écarter. Mais pour cela, nous avons moins besoin de guerriers que de personnel soignant.

En parallèle, la protection civile agit. Plus de 5000 personnes y sont également mobilisées. Son profil de prestations est largement plus pertinent dans le contexte actuel que la majorité des forces armées de notre pays. Nul besoin de réapprendre à tirer, il faut aider concrètement, au plus proche des autorités civiles.

Une réforme fondamentale de la notion de service obligatoire devrait être discutée urgemment : plutôt que de faire fondre les deniers publics au soleil de guerres supposées, former l'ensemble de notre population à aider efficacement la société civile en cas de besoin, à moindre coût, devrait être la priorité.

# Encore un espoir outre-Atlantique ?

**VOILÀ 3 ANS ET DEMI QUE L'ON SUIT, TOUJOURS PLUS STUPÉFAITS, POUR NE PAS DIRE EFFARÉS, LES AGISSEMENTS DU PRÉSIDENT AMÉRICAIN DONALD TRUMP. SON POPULISME, SON NATIONALISME, SA MANIÈRE DE « TRAITER » LES MÉDIAS, LES MINORITÉS OU ENCORE LE RESTE DU MONDE, SA « DIPLOMATIE » VIA TWITTER, SON IRRESPECT DES FEMMES OU DE SES ADVERSAIRES POLITIQUES, SON NÉPOTISME ET SES ABUS DE POUVOIR ... BREF, AUTANT DE POINTS QUI DEVAIENT NOUS POUSSER À NOUS RÉJOUIR DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE NOVEMBRE 2020. MAIS L'ESPOIR D'UN CHANGEMENT SUBSISTE-T-IL ENCORE ?**

Voilà près de quatre ans que l'on attend de voir une candidature démocrate émerger. Un visage « à la Obama », nouveau, charismatique, progressiste, créant une véritable dynamique au sein de l'électorat américain et dans les États clefs en particulier.

## Des candidatures à la pelle

Mais l'histoire ne se déroule pas tout à fait ainsi... Près de 30 candidates et candidats

se déclarent de très nombreux mois avant le début officiel des primaires. Chacune de ces candidatures tente de sortir du lot, grappillant de temps à autre quelques précieux points dans les sondages, avant de sombrer à nouveau dans le fond du classement. Quelques visages pourraient incarner ce renouveau au sein du Parti démocrate : Cory Booker, sénateur du New Jersey, 50 ans – Kamala Harris, sénatrice de Californie, 55

ans – Bill de Blasio, maire de New York, 58 ans – Tim Ryan, représentant de l'Ohio à la Chambre, 46 ans.

Mais ces nouveaux visages, à la notable exception de Pete Buttigieg – ancien de maire de South Bend (Indiana), 38 ans – font long feu et ne parviennent pas à tenir sur la distance, au vu des longs mois de campagne, une bonne partie des candidatures ayant été annoncées plus d'un an avant la première primaire de l'Iowa, signe de l'intérêt à affronter Trump, mais également du marathon qui attendait les candidat-e-s déclarés.

Au fil des mois, les candidatures se trouvent donc contraintes de renoncer, faute de sondages suffisamment prometteurs et, surtout, faute de moyens financiers pour poursuivre l'aventure. Assez rapidement, les enquêtes d'opinion placent régulièrement un



Gage Skidmore

### JOE BIDEN

77 ans, aile centriste  
2009 – 2017 Vice-président sous Obama  
1973 – 2009 Sénateur du Delaware



Gage Skidmore

### MICHAEL BLOOMBERG

78 ans, aile droite  
2002 – 2013 Maire de New York



Gage Skidmore

### PETE BUTTIGIEG

38 ans, aile centriste  
2012 – 2020 Maire de South Bend (Indiana)

même trio en tête : Joe Biden, Bernie Sanders et Elizabeth Warren. Des poids lourds de la politique américaine, en place depuis des décennies au sein de « l'élite » politique de Washington.

### Un bis repetita de 2016 ?

C'est bien cette même « élite » que Trump parvient à fustiger, à railler, à combattre et, surtout, à battre dans les urnes. Souvenez-vous des élections de 2016 contre Hillary Clinton. Après des primaires démocrates incapables de désigner rapidement une candidature, l'ancienne sénatrice de New York, gravitant dans le gratin de Washington, caracole en tête des sondages durant tout l'été et une partie de l'automne... Avant de voir une spectaculaire remontée du candidat républicain dans les « swing states », ces fameux États clefs qui font pencher la balance lors des élections présidentielles, avec le résultat que l'on connaît.

La cuisante défaite d'Hillary Clinton et du parti démocrate en 2016 rappelle toute la difficulté de battre un candidat antisystème, sortant totalement des « codes habituels » du monde politique. Les candidatures, encore en lice à l'ouverture des primaires en février, laissent craindre un *bis repetita* de la mésaventure de novembre 2016.

### L'argent et les primaires ?

Alors que les sondages insistent sur les difficultés pour les démocrates de voir une candidature se dégager et prendre l'ascendant, un invité de dernière minute se lance... Michael Bloomberg, ancien maire de New York. Un profil d'homme d'affaires plus que de politicien, dont les comptes en banque, estimés à 50 milliards de dollars, le situent à la 11<sup>e</sup> place des fortunes mondiales.

Choisissant de ne pas prendre part aux primaires se déroulant avant le « Super Tuesday » du 3 mars, il investit des centaines de millions de dollars (dont les 100 premiers proviennent de sa fortune personnelle) en spots publicitaires et sur les réseaux sociaux.



### BERNIE SANDERS

78 ans, aile gauche

Depuis 2007 Sénateur du Vermont

1991–2007 Représentant à la Chambre

1981–1989 Maire de Burlington (Vermont)

Rapidement, il s'attire la foudre des autres candidat-e-s qui voient là un moyen « d'achever » la primaire démocrate.

### L'Iowa, cet État qui n'existe que tous les quatre ans

Les choses vont alors se précipiter. Après des mois de campagne interne, l'Iowa, petit État rural du Midwest américain, comptant un peu plus de 3 millions d'habitant-e-s, ouvre le bal des caucus et primaires.

Alors que les sondages indiquaient une remontée de Pete Buttigieg, celle-ci se confirme, malgré un cafouillage majeur dans les décomptes des résultats. Il emporte ainsi de justesse le nombre de délégué-e-s, à un cheveu de Bernie Sanders, alors qu'Elizabeth Warren et Joe Biden terminent à des décevantes troisième et quatrième place.

La même situation se répète une semaine plus tard dans le New Hampshire, cette fois-ci à l'avantage de Sanders face à Buttigieg, alors que l'avenir de Warren, quatrième, et Biden, cinquième, s'assombrit. Le Nevada est remporté haut la main cette fois-ci par Sanders, qui endosse alors le costume de favori.

La Caroline du Sud, dernier État à s'exprimer avant le Super Tuesday, relance complètement la campagne de Joe Biden. Alors qu'il écrase ses adversaires, il démontre ainsi qu'il peut obtenir le soutien des Afro-américains et convaincre dans les États du Sud.

C'est bien cette  
« élite politique »  
que Trump parvient  
à railler, à combattre  
et, surtout, à battre  
dans les urnes.



### ELIZABETH WARREN

70 ans, aile gauche

Depuis 2017 Vice-présidente du Groupe démocrate au Sénat

Depuis 2013 Sénatrice du Massachusetts

### Le Super Tuesday

Les derniers résultats de Pete Buttigieg, décevants, laissent entrevoir un fâcheux ralentissement de sa campagne. Plus centriste que Warren et Sanders, il choisit de se retirer deux jours avant le « Super mardi », pour éviter un éparpillement des voix moins à gauche.

Les résultats du « Super mardi », quelque peu inattendus, sonnent le glas des campagnes de Bloomberg et de Warren. Le premier, malgré les sommes colossales investies, ne parvient qu'à remporter la petite primaire des Samoa américaines, quant à la seconde, elle ne remporte aucun État.

A *contrario*, Biden rafle 10 des 15 primaires et semble désormais inarrêtable. Sanders tentera encore de s'accrocher, mais, une semaine plus tard, sept nouveaux États votent et l'ancien vice-président de Barack Obama l'emporte dans cinq d'entre eux. À la mi-avril, Sanders suspend sa campagne et se rallie à Biden, afin de battre Trump.

### Un positionnement politique surprenant

Il n'est pas toujours aisé de comprendre le positionnement politique du monde politique américain vu de Suisse. La RTS s'est ainsi livrée à un exercice intéressant, tentant de placer les candidat-e-s démocrates sur notre échiquier politique très helvétique.

Alors que Warren et Sanders, taxés de socialistes radicaux chez eux, seraient des camarades dans la ligne du Parti socialiste suisse, Buttigieg se rapprocherait du centre démocrate-chrétien. Biden aurait sa carte chez les Verts-libéraux, quant à Bloomberg, il serait tout simplement au PLR.

### Une crise inattendue

La gestion tardive et minimaliste de la crise du coronavirus pourrait-elle changer la donne en novembre ? Les démocrates sont désormais en ordre de bataille et tout le monde s'est rangé derrière Joe Biden. Si certains sondages montrent pour l'instant que le démocrate jouit d'une avance intéressante au plan national, il faut se rappeler que les élections présidentielles se jouent dans chacun des cinquante États (et du district fédéral de Washington). Si Al Gore et Hillary Clinton avaient remporté à leur époque le vote populaire au niveau national, ils ont perdu dans les « swing states », ces États pivots qui peuvent rallier le camp démocrate ou républicain au fil des élections.

Ainsi, il sera important d'observer attentivement la Floride, l'Ohio, le Wisconsin ou encore la Pennsylvanie, afin de savoir si le pur produit du système, Joe Biden, aura une chance de l'emporter contre le « président » sortant et si les sondages actuels, plutôt favorables à un changement de locataire de la Maison-Blanche, évolueront ou non d'ici le 3 novembre prochain...

Analyse par Gaël Bourgeois

SOLIDARITÉ FACE À LA CRISE

# Garantir les salaires, éviter les licenciements

**LES MESURES PRISES POUR LUTTER CONTRE LA PANDÉMIE DE CORONAVIRUS PROVOQUENT UN CHOC ÉCONOMIQUE SANS PRÉCÉDENT DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE. À MI-AVRIL, L'ÉCONOMIE SUISSE NE FONCTIONNAIT PLUS QU'À 75 % DE SA CAPACITÉ.**

On assiste, d'une part, à la fermeture directe de pans entiers de l'économie et aux conséquences de celles-ci, principalement dans le secteur des services. D'autre part, l'effondrement de la conjoncture mondiale touche l'industrie d'exportation et les transports. Les plus frappés sont les employé-e-s ayant de bas salaires et des contrats de travail précaires, mais aussi des indépendant-e-s qui, en temps normal, arrivent tout juste à se maintenir à flot.

## Hausse des suppressions d'emploi malgré la garantie des salaires

Pour combattre cette crise, le Conseil fédéral a suivi en grande partie les propositions des syndicats: il a élargi le champ d'application du chômage partiel, introduit une allocation perte de gain pour les parents, et pris des mesures pour les indépendant-e-s touchés directement ou indirectement. Avec un double objectif: garantir les salaires, et maintenir les structures économiques et donc les emplois.



Daniel Lampart, premier secrétaire de l'Union syndicale suisse (USS)

À mi-avril, une indemnité de chômage partiel avait été demandée pour un tiers des salarié-e-s du pays, un record absolu. À ce rythme, les six milliards de francs alloués par la Confédération à l'assurance-chômage (AC) devraient être épuisés en avril déjà: il en faudra plus.

Malgré ces mesures, le constat est effarant: de nombreuses entreprises suppriment des emplois. Dès le mois de mars, le nombre (corrigé des variations saisonnières) de chômeurs et chômeuses a grimpé d'environ 24 000. Et cette tendance se poursuit en avril: à mi-avril, ils étaient déjà 10 000 de plus. En guise de comparaison: lors des précédentes récessions, le nombre de personnes au chômage augmentait d'environ 4 000 ... par mois!

## Menaces sur le pouvoir d'achat

Si le chômage partiel est conçu pour éviter le licenciement, l'employé-e touche toutefois et généralement moins d'argent: l'indemnité de RHT s'élève à 80 % du salaire habituel

alors que les cotisations aux assurances sociales restent dues sur le plein salaire prévu au contrat. Pour nombre de travailleuses et de travailleurs, une réduction du salaire de 20 % est très difficile à supporter.

Le problème du pouvoir d'achat se pose également de manière aiguë pour les personnes qui perdent leur emploi, et qui touchent en général une indemnité équivalente à 70 % ou 80 % du dernier salaire, à condition d'avoir cotisé le temps nécessaire. Retrouver du travail devient aussi plus difficile: le nombre de places annoncées auprès des ORP a chuté de moitié depuis la mi-mars.

Alors que la prolongation de certaines restrictions et la dépression du climat économique global font peser le risque que le chômage partiel dure longtemps pour certains, il faut impérativement remplacer à 100 % les salaires bas et moyens, pour éviter que les employé-e-s du bas de l'échelle ne paient une crise à laquelle ils ne peuvent rien. De plus, étant donné l'apport extraordinaire de moyens publics, les entreprises qui font usage des possibilités de soutien fédérales durant la crise ne doivent pouvoir ni licencier ni distribuer de dividendes.

## Des réponses solidaires à une menace globale

Malgré des perspectives sanitaires, puis économiques, menaçantes, d'innombrables manifestations de solidarité se sont produites dans notre pays. Si la pandémie nous demande de mettre entre nous une distance physique, face à elle, nous avons tenu bon ensemble. La solidarité doit donc être également le maître-mot de la sortie de crise.

**Une réduction du salaire de 20 % est très difficile à supporter.**





# Sorcières

## La puissance invaincue des femmes

### Mona Chollet

Nez crochu, chapeau pointu et surtout, d'une insolente indépendance et érudition, les sorcières sont aujourd'hui encore bien présentes dans notre imaginaire culturel. Pourtant, on rechigne toujours à appréhender les conséquences et significations des crimes dont elles ont été victimes à la Renaissance. Dans son ouvrage « Sorcières : la puissance invaincue des femmes », l'autrice genevoise Mona Chollet s'est penchée sur les chasses aux sorcières, et explore les profils des femmes qui ont été étiquetées comme telles et exécutées. Et, magie, nos sociétés patriarcales ne leur réservent aujourd'hui un sort que partiellement plus clément.

La sorcière, la vraie, est d'abord une femme indépendante, une aventurière, une femme qui ose être libre de l'emprise d'un homme pour profiter de sa vie à voyager, découvrir, militer, aimer, une femme qui ose avoir une vie à soi. La sorcière est aussi une femme qui ose être femme sans être mère : elle refuse les chaînes de la maternité, d'une vie d'intendance et d'un éternel don de soi qui ne valorise l'héritage que dans la chair de la chair. Enfin, la sorcière est une femme âgée, à la sexualité assumée et qui refuse de succomber aux sirènes misogynes des crèmes anti-rides.

La plume enchanteresse de Mona Chollet le révèle avec vivacité et fluidité : la puissance des femmes qui questionnent les carcans normatifs de nos sociétés patriarcales est perçue comme menaçante pour un système qui ne sert les intérêts d'une moitié seule de la population. Cet essai de sociologie, richement ponctué de références universitaires et populaires et d'anecdotes personnelles, nous libère ainsi à explorer d'autres féminités. À notre tour de jeter des sorts pour enfin amener le patriarcat au bûcher.

Textes de présentation par Mathilde Mottet

# Reclaim

## Recueil de textes écoféministes

### Émilie Hache

Ni les femmes ni la terre ne sont des territoires à conquérir : voici, en une phrase, comment l'on pourrait résumer l'intersection des courants féministes et écologistes qu'a exploré l'écoféminisme dans les années 1980. Cela ne rend cependant pas justice à la pluralité des idées et des autrices de ce mouvement de pensée, mais toutes animées par un désir commun : « résister aux différentes formes de domination dans l'intérêt de l'émancipation humaine et de la survie planétaire ». La philosophe française Émilie Hache a donc réuni les textes des principales figures de l'écoféminisme dans une anthologie, Reclaim, qui rassemble poèmes, récits et analyses pour oser conjuguer espoir, vivre-ensemble et guérison de nos blessures.

Les autrices écoféministes de l'ouvrage s'emploient à démontrer le dualisme moderne entre naturel et humanité, qui fait de la nature une ressource à exploiter et des femmes, associées à la nature, un « deuxième sexe » dominé. Elles appellent donc à la déconstruction de la naturalisation des femmes et au dépassement de ce dualisme : plutôt que de tourner le dos à la nature, il s'agit pour les femmes de se réapproprier délibérément leurs corps, leurs compétences émotionnelles et intellectuelles, et leurs savoirs dévalorisés et dits « féminins » par une société capitaliste qui les a assignées à la maison.

Reclaim est donc un riche appel à la réflexion sur notre relation avec la nature, les autres, et nos corps. Loin de nous renvoyer à nos « différences biologiques », les autrices de l'ouvrage nous invitent à transformer l'association patriarcale des femmes avec la nature en un objet de revendication et de lutte politique afin d'en ressortir plus fortes, plus fières, et peut-être un peu moins en colère.



Sorcières : la puissance invaincue des femmes  
Mona Chollet  
2018, éditions La Découverte, 231 pages



Reclaim : recueil de textes écoféministes  
Émilie Hache  
2016, éditions Cambourakis, 412 pages

# La fondation du PS pour l'éducation politique est lancée

**LA FONDATION ANNY KLAWA-MORF JOUE EN SUISSE UN RÔLE DE PIONNIÈRE EN TANT QUE FONDATION POLITIQUE DE GAUCHE. ELLE PRÉSENTE AUJOURD'HUI SES PREMIÈRES ACTIVITÉS POUR L'ANNÉE EN COURS.**

Plus d'informations :  
[anny-klawa-morf.ch](http://anny-klawa-morf.ch)



Anny Klawa-Morf, éponyme de la fondation, en 1934/35 sur le chantier de la « Hüsi », la maison des Kinderfreunde Bern (Rote Falken Bern), à Belp.

Le socialisme a vu depuis ses débuts – et voit encore – la base de toute société démocratique dans l'éducation et la formation de larges pans de la population. Avec la Fondation Anny Klawa-Morf, le PS Suisse a maintenant créé une institution politique proche du parti, mais indépendante, qui se consacre à cette tâche. Son nom renvoie à la socialiste zurichoise et militante féministe Anny Klawa-Morf, et elle appartient à la famille des fondations politiques progressistes d'Europe, qui sont réunies au sein du réseau européen FEPS (Fondation européenne d'études progressistes [*Foundation for European Progressive Studies*]).

En Suisse, la densité des fondations est certes élevée, mais on ne s'en aperçoit guère dans le domaine de l'éducation politique. Cette nouvelle institution joue donc un rôle de pionnière. On sait en effet que les grands défis de l'avenir – crise écologique, sauvegarde de l'État social, nouvelles technologies, relations avec l'UE, pour ne citer que quelques exemples – ne peuvent être relevés avec succès que si les citoyen-ne-s sont bien (in)formé-e-s, notamment dans notre démocratie directe.

## L'éducation pour toutes et tous

Les offres de formation proposées par la Fondation Anny Klawa-Morf sont ouvertes à toutes et tous, bien que celle-ci promeuve des valeurs éminemment socialistes. Nous nous adressons également aux personnes qui, sans être impliquées dans la politique des partis, souhaitent se pencher sur des questions d'actualité.

La Suisse n'accordant pas de fonds publics à de telles institutions,

la Fondation est financée par des contributions provenant du secteur privé et de particuliers. Le Conseil de Fondation travaille sur une base bénévole et la Fondation n'accepte que l'argent qui n'est soumis à aucune condition. Les sources de financement sont en outre publiées dans le rapport annuel. L'indépendance indispensable à une fondation critique est ainsi garantie.

Les trois thématiques phares de la Fondation – « Comprendre le présent », « Renforcer la démocratie » et « Façonner l'avenir » – l'amènent à mener des réflexions qui couvrent un large éventail de domaines et puisent dans de multiples sources. Elle donne ainsi un nouvel élan à la pensée utopique de la gauche, qui est trop souvent négligée dans le travail de fourmi accompli au quotidien en matière de politique.

## Suggestions de livres et premières activités

La Fondation Anny Klawa-Morf dispose déjà d'un site web qui propose, notamment, des vidéos de présentation de livres actuels. Cette année verra l'organisation de la première Nuit de l'Europe à Soleure, d'une soirée cinéma (suivie d'une discussion) à Bâle et d'un atelier au *Global Forum on Modern Democracy* (Forum mondial de la démocratie moderne) à Berne. En outre, le thème « Crise de la social-démocratie – Crise de la liberté » et le livre qui l'accompagne constitueront l'un des grands thèmes de discussion abordés dans le cadre d'une série d'événements qui se tiendront en différents endroits en Suisse. Cette année, le Conseil de fondation va élaborer une première stratégie pluriannuelle.

À l'aune des défis auxquels la démocratie suisse est confrontée, l'action de la Fondation n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan. Il est toutefois important que le socialisme montre la voie dans le domaine de l'éducation politique. Et renforce ainsi les voix démocratiques qui défendent la justice sociale et les droits humains.

**L'indépendance  
indispensable  
à une fondation  
critique est  
garantie.**

# Images d'un printemps ...



Johanne Lebel  
Calame, députée au  
Grand Conseil (NE)

1<sup>er</sup> mars, Neuchâtel à pied, on se fait la bise au Château. Vaguement inquiète... On n'est pas mille. Le 4, bilan politique au groupe, on se salue d'un sourire.

Ensuite... le choc. Doyenne des député-e-s de gauche, ça va. «Personne vulnérable» parce qu'on a 65 ans (68), ça laisse incrédule. Le temps ralentit. J'hésite... serai prudente, n'irai pas au groupe le 12. Le 9, comité du PS Val de Travers. Le 14, c'est décidé: ni groupe ni commission des finances ni session jusqu'à nouvel avis. Rassérée! Ça ira.

Les annulations et reports se suivent, les conférences de presse de l'Office fédéral de la santé publique rythment les semaines. J'admire toutes les personnes qui agissent. Je m'inscris à grippe.net.

Pour une double-nationale, suivre l'actualité, ça occupe! Mes deux télévisions publiques livrent un gros effort. Actu régionale à Neuchâtel et Rimouski<sup>1</sup>... Le temps est parallèle, un pays ralentit, l'autre accélère. Même message: «Restez chez vous! Rentrez au pays!» L'Atlantique s'élargit. Les groupes Messenger Lebel s'activent. On est loin, on est ensemble, on va sur Facebook, je commente, aime, réponds, fais mon boulot de grande

sœur (l'aînée, ça prend soin des autres, ça donne l'exemple) et de truchement (ce beau synonyme de traductrice). Ah oui: le virus cause la COVID-19 (COroNaVirus Disease, maladie à coronavirus).

Travers vit calmement. Boulangerie, boucherie, épicerie, pharmacie... Je sors un peu («sauf si vous devez faire les courses»). On se salue de loin, élève la voix pour échanger des nouvelles, change de côté de rue pour se croiser. Ça vit dans l'immeuble, l'ouvrier à côté est seul, un tracteur pergue<sup>2</sup>, une scie mécanique s'active à la forêt. Le printemps est là.

Le Point<sup>3</sup> à corriger. Coquilles, vérifications, unifications, retouches de style. Le 17, lecture en pages. Le 18, bon à tirer. Mais... on ne votera ni en mai ni en juin! On remanie, je rédige une Plume libre.

Le 20, Commune de Val-de-Travers: «Ne sortez qu'en cas d'extrême nécessité.» Il est temps d'accepter l'aide offerte. Échanges sur le palier, carnet du lait à la boulangerie. Merci, voisin-e-s! Au Bas-du-Fleuve, les routes ferment.

Étonnants outils de députée: téléconférence, visioconférence. Continuer? Comment?

Voici avril: craintive face aux demandes de déconfinement, confiante en la priorité sanitaire de nos camarades.

Ça va bien dans ma bulle: zéro symptôme, ordi opérationnel, gym Pro Senectute à la télé, bibliothèque et discothèque bien garnies. Les flancs du Vallon verdissent, l'air se peuple d'oiseaux. C'est le printemps.

<sup>1</sup> Québec – Canada

<sup>2</sup> Terme régional (NE) > épandre du lisier

<sup>3</sup> Journal du Parti socialiste neuchâtelois

## LE RÉSULTAT

# 18 054

... le nombre de suffrages obtenus par Sami Kanaan au second tour de l'élection au Conseil administratif de la Ville de Genève. Réélu en tête, le camarade sortant sera accompagné de Christina Kitsos, nouvelle élue avec le brillantissime résultat de 17 438 voix. Le Conseil administratif sera toujours composé de quatre magistrats de gauche (2 PS et 2 Verts, contre 2 PS, 1 Vert et un «Ensemble à Gauche» précédemment). À noter que nos camarades du bout du lac réussissent une très belle performance, plaçant trois socialistes de plus dans les exécutifs des communes genevoises, faisant par la même occasion basculer plusieurs communes à gauche.

## LE CHIFFRE

# 750 millions

... le nombre de litres de pétrole déversés dans le Golfe du Mexique il y a tout juste 10 ans. Le 20 avril 2010, la plateforme pétrolière *Deepwater Horizon*, opérée par le groupe BP, explosait, tuant 11 ouvriers et libérant des centaines de millions de litres de pétrole. Les secours, travaillant d'arrache-pied, mettront 100 jours pour venir à bout de la fuite. Les États de Louisiane, Alabama, Mississippi et Floride ont été directement souillés et les écosystèmes ne s'en sont toujours pas remis actuellement.

À ce jour, on compte encore près de 1900 plateformes pétrolières en activité, dont la majorité de situées au large des côtes américaines, dans le Golfe du Mexique. Suite à la catastrophe, l'administration Obama a choisi de créer un bureau indépendant pour la sécurité et la mise en œuvre de normes environnementales, jusqu'alors gérées par des organismes de promotion de l'industrie pétrolière.



Vue du Val-de-Travers depuis Môtiers.



**SOLIDARITÄT**

**SOLIDARITÉ**

**SOLIDARIETÀ**